

2010/07

# France : le débat sur l'identité nationale : un débat dangereux ou constructif ?

par GAËLLE TIMMERMAN

*Analyses &  
Études*  
Société



*Nos analyses et études, publiées dans le cadre de l'Éducation permanente, sont rédigées à partir de recherches menées par le Comité de rédaction de SIREAS sous la direction de Mauro SBOLGI, Editeur responsable. Les questions traitées sont choisies en fonction des thèmes qui intéressent notre public et développées avec professionnalisme tout en ayant le souci de rendre les textes accessibles à l'ensemble de notre public.*

Ces publications s'articulent autour de cinq thèmes

#### MONDE ET DROITS DE L'HOMME

Notre société a la chance de vivre une époque où les principes des Droits de l'Homme protègent ou devraient protéger les citoyens contre tout abus.

#### ÉCONOMIE

La Presse autant que les publications officielles de l'Union européenne et de certains organismes internationaux, s'expriment sur les problèmes de l'immigration et s'interrogent sur la manière d'arrêter ce flux important.

#### CULTURE ET CULTURES

La Belgique, dont 10% de la population est d'origine étrangère, est caractérisée, notamment, par une importante diversité culturelle

#### MIGRATIONS

La réglementation en matière d'immigration change en permanence et SIREAS est confronté à un public désorienté, qui est souvent victime d'interprétations erronées des lois par les administrations publiques, voire de pratiques arbitraires.

#### SOCIÉTÉ

Il n'est pas possible de vivre dans une société, de s'y intégrer, sans en comprendre ses multiples aspects et ses nombreux défis.

*Toutes nos publications peuvent être consultées et téléchargées sur notre site [www.sireas.be](http://www.sireas.be)*



**Service International de Recherche,  
d'Éducation et d'Action Sociale asbl**  
Secteur Éducation Permanente  
Rue du Champ de Mars, 5 – 1050 Bruxelles  
Tél. : 02/274 15 50 – Fax : 02/274 15 58  
[educationpermanente@sireas.be](mailto:educationpermanente@sireas.be) – [www.sireas.be](http://www.sireas.be)

Avec le soutien  
de la Fédération  
Wallonie-Bruxelles



FÉDÉRATION  
WALLONIE-BRUXELLES

**L**e 2 novembre 2009, Éric Besson, Ministre de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire a ouvert en France un débat sur « L'identité nationale ».

Ce dernier n'a laissé personne indifférent, en France mais également à l'étranger. Car les buts poursuivis par ce débat, source de nombreuses polémiques, n'apparaissent pas encore de manière claire aux yeux de beaucoup de gens.

En quoi consiste le débat sur l'identité nationale en France ? Quels en sont les aspects positifs et négatifs ? Comment et pourquoi a-t-il glissé vers un débat sur l'immigration et l'islam ? Et au final, quelles ont été les conclusions et actions en découlant ?

## EN QUOI CONSISTE LE DÉBAT SUR L'IDENTITÉ NATIONALE ?

*« Ce débat répond aux préoccupations soulevées par la résurgence de certains communautarismes, dont l'affaire de la Burqa est l'une des illustrations. Au moment même où l'Union Européenne franchit une nouvelle étape de son intégration, et où la crise économique et financière internationale démontre combien la mondialisation rend l'avenir des Nations interdépendant, il a pour objectif d'associer l'ensemble de nos concitoyens à une réflexion de fond sur ce que signifie, en ce début de 21ème siècle, "être français" ». (1)*

Voici ce que l'on peut lire sur le site [www.identitenationale.fr](http://www.identitenationale.fr). Ce site Internet dédié au débat sur l'identité nationale a en effet été créé en novembre 2009. Il était possible pour tout français d'y débattre au moyen d'un forum et de questionnaires à remplir. À côté de cela, des débats locaux ont été organisés dans tout le pays.

Comme indiqué sur le site, le débat a débuté le 2 novembre 2009 pour se terminer le 31 janvier 2010. Initialement, il était prévu de clôturer ce dernier en février par un colloque sur l'identité nationale tenu par Éric Besson. Cependant, celui-ci fut remplacé par un séminaire gouvernemental présidé par le Premier Ministre, François Fillon. Au cours de ce dernier, Monsieur Fillon a annoncé les conclusions à tirer du grand débat ainsi que les mesures qui allaient être prises en fonction de celles-ci. (11) La raison d'une clôture différente de celle annoncée n'est pas claire. Selon Monsieur Fillon, le fait d'avoir inscrit la conclusion d'un tel débat au sein d'un séminaire gouvernemental ne constitue en rien une manière de le déposséder du dossier mais bien de le pérenniser. Cependant, la gauche française a affirmé qu'il s'agissait là d'une manière détournée d'enterrer le dossier tout en ne mettant pas Monsieur Besson en porte-à-faux. (11)

Les conclusions présentées étaient donc sensées refléter les contributions des internautes sur le site [www.identitenationale.fr](http://www.identitenationale.fr) ainsi que les comptes-rendus des débats locaux. Le ministère a affirmé que la future politique d'Éric Besson serait élaborée en fonction de cette synthèse. (6)

Le Premier Ministre a également annoncé que Nicolas Sarkozy s'exprimerait à ce sujet ultérieurement. Cependant, le Président se contentera d'un discours sur l'identité savoyarde au lieu du discours sur l'identité nationale initialement prévu, lors de la célébration de l'anniversaire du rattachement de la Savoie à la France. (16)

Pourquoi lancer un tel débat ? Débattre autour du thème de l'identité française, de l'identité nationale faisait partie des promesses de campagne du candidat élu, Nicolas Sarkozy. (2) L'année de son élection, il déclarait : « ... *Je ne veux pas laisser le monopole de la nation à l'extrême droite. Je veux parler de la nation française parce que je n'accepte pas l'image qu'en donne Jean-Marie Le Pen* ». (2) Le Ministère de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Développement solidaire a été créé en 2007 tandis que le débat sur l'identité nationale a été lancé en 2009. Tous deux ont fait l'objet de nombreuses critiques.

## QUELLES CRITIQUES PEUT-ON ADRESSER À LA MISE EN PLACE DE CE DÉBAT ?

**T**out d'abord, en contradiction avec ce qui est évoqué sur le site du ministère (voir plus haut), beaucoup d'internautes expliquent sur divers sites et blogs qu'ils se sentent européens avant tout et ne voient donc pas l'intérêt de débattre sur une identité française.

Ensuite, comme le constate le *Times* au sujet du débat et des valeurs défendues par ses initiateurs, « ... *il n'y a clairement aucune place dans cette*

*vision du pays pour les banlieues violentes, pour les conflits raciaux et pour les manifestations virulentes devant les usines décrépies* ». (4) En d'autres termes, ce débat pourrait bien avoir pour mission de détourner l'attention des français de la crise et des problèmes sociaux que connaît actuellement le pays.

Ce que dénoncent également la plupart des médias étrangers est la manœuvre électoraliste réalisée par Nicolas Sarkozy à quatre mois des régionales, au travers du lancement de ce débat sur l'identité nationale. (4) Pourquoi ne pas tenter de récupérer des électeurs d'extrême droite ? En effet, comme l'a déclaré Yazid Sabeg, commissaire à la diversité et à l'égalité des chances: « *Il est certain que pour moi, ça ouvre un champ et un espace au Front national, il n'y a pas l'ombre d'un doute. Je pense que la manière dont le débat a été engagé le rend difficilement contrôlable. Je n'en connais pas les objectifs et je n'en connais pas le but* ». (5)

En effet, et c'est là une autre critique adressée à la mise en place de ce débat, certains dénoncent les risques de transformation des espaces de débats en espaces de défouloirs racistes. C'est le cas par exemple de SOS Racisme<sup>1</sup> qui a lancé une pétition publiée dans *Libération* signée par de nombreuses personnalités parmi lesquelles Martine Aubry ou Lionel Jospin. (8) Des défouloirs racistes qui ont eu pour effet de décomplexer le racisme non seulement au sein du peuple mais également parmi certaines personnalités politiques. Tout le monde se souvient en effet des propos tenus par Brice Hortefeux, Ministre de l'Intérieur, le 5 septembre 2009 lors de l'Université des jeunes de l'UMP à propos d'un jeune homme d'origine maghrébine: « *Il ne correspond pas du tout au prototype, alors ... Il en faut toujours un. Quand il y en a un ça va. C'est quand il y en a beaucoup qu'il y a des problèmes* ». (23) Et il ne fut malheureusement pas le seul homme politique à faire parler de lui pour des propos de ce genre.(23)

Cette pétition veut également mettre en garde contre les risques d'exclusion inhérents à un tel débat, tout comme celle appelant à la suppression du ministère de l'Identité nationale et de l'Immigration: « *Promesse électorale de Nicolas Sarkozy, la création d'un ministère chargé de l'Immigration et*

---

1 « *Le racisme naturalise un groupe humain pour lui attribuer des caractéristiques intellectuelles, culturelles ou sociales autorisant l'infériorisation ou le rejet de ses membres. La « racialisation » des rapports sociaux est un processus par lequel une société se représente, de façon plus ou moins décisive, comme constituée de groupes raciaux, de races en concurrence et en opposition* ». Source : Refdoc.fr. Disponible sur <http://cat.inist.fr/?aModele=afficheN&cpsid=3273689>

de « l'Identité nationale » a introduit dans notre pays un risque d'enfermement identitaire et d'exclusion dont on mesure, chaque jour depuis deux ans et demi, la profonde gravité. Très officiellement, des mots ont été introduits sur la scène publique, qui désignent et stigmatisent l'étranger – et par ricochet, quiconque a l'air étranger. Réfugiés et migrants, notamment originaires de Méditerranée et d'Afrique, et leurs descendants, sont séparés d'un "nous" national pas seulement imaginaire puisque ses frontières se redessinent sur les plans matériel, administratif et idéologique ». (20)

Le quotidien burkinabé *L'Observateur Paalga* dénonce également le risque d'exclusion se cachant derrière un tel débat et rappelle comment le débat sur l'identité nationale mené au Burkina Fasso avait mis hors course un candidat musulman aux élections présidentielles de 1995. (4)

De tels faits nous amènent à nous interroger sur les limites de la démocratie. Est-il intelligent de mettre un tel débat entre les mains du peuple? Comme le souligne un internaute sur le site *Fluctuat* (magazine de société en ligne abordant des sujets aussi divers que la musique, le cinéma, les livres, les jeux vidéo ou la politique qui brasse un public nombreux et varié) : « *La vérité c'est que le principe participatif si prisé, si saint, si majestueux, soulève le fait que le peuple est tout simplement con. Et là encore on voit la limite démocratique dans sa splendeur, parce que ne vous bercez pas d'illusion, si la xénophobie est populaire, le débat sera xénophobe. Si on vote en France sur les minarets, il ne faut pas s'attendre à des résultats bien différents de ceux de la Suisse* ». (22) Pour rappel, les citoyens suisses ont voté pour l'interdiction des minarets en novembre 2009. Délivrer des débats aussi sensibles entre les mains de la population. Populisme ou simple exercice de la démocratie ?

De plus, il existe le paradoxe suivant : d'un côté on s'adresse au peuple afin de déterminer ce qu'est « être français » tandis que de l'autre, plusieurs journaux parmi lesquels le *Christian Science Monitor* s'interrogent sur les objectifs poursuivis par le débat et craignent une dérive autoritariste de ce dernier, indiquant que le gouvernement n'a pas à déterminer ce qu'est « être français ». (4) De nombreux internautes sur le site de l'Express pensent également qu'il est déplacé de demander à des personnes présentes en France depuis plusieurs générations de définir ce qu'est être français. Pour ces derniers, le problème ne réside pas dans l'affirmation de l'existence d'une identité française mais dans le fait de créer un débat autour de celle-ci. (12)

Enfin, des critiques ont été émises par rapport au mode de fonctionnement du site Internet mis en place par le Ministère. Si l'on en croit les témoignages d'internautes du site *Rue 89* (site Web d'infor-

mation et de débat participatif créé par d'anciens journalistes de *Libération*), plusieurs d'entre eux ont vu leurs critiques censurées sur le site dédié au débat. Des messages figurant sur celui-ci en attestent d'ailleurs, comme ce message posté par un internaute le 2 novembre 2009 : « *Dixième tentative pour exprimer mon point de vue sur ce débat... l'espérance et la persévérance française (merci au ministère pour ses modérations).* » (3)

## QUELS ÉLÉMENTS CONSTRUCTIFS PEUT-ON TROUVER DANS CE DÉBAT ?

**T**out d'abord, comme le font remarquer plusieurs internautes sur le site *Fluctuat*, le thème de l'identité nationale avait déjà été lancé par les deux candidats aux présidentielles, Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy lors de leurs campagnes respectives. La création du Ministère et du débat après l'élection de Nicolas Sarkozy constituent donc pour ces internautes une promesse électorale tout simplement tenue et non une manœuvre électorale. (2)

Ensuite, selon le philosophe Michel Onfray, il est positif de ne pas laisser le monopole de la définition de ce qu'est être français à l'extrême droite. Il est important de se réapproprier ce débat afin de montrer que l'identité nationale « *est une certaine conception de la République qui fait preuve d'ouverture et de solidarité* ». (2) Selon le philosophe, parler d'identité nationale ne veut pas dire que l'on soit partisan d'extrême droite. Au contraire, il faut oser en parler à gauche comme à droite afin de ne pas laisser les partis extrémistes s'approprié et définir à leur guise ce concept. (2)

Cependant, Michel Onfray pense que ce n'est pas le rôle de l'État de construire et de dicter ce que doit représenter l'identité nationale. Ce travail doit se faire sous forme de débat entre les sociologues, les philosophes, les citoyens et les partis politiques: « *Si Eric Besson veut un débat, je trouve qu'il a raison. Maintenant, s'il veut un débat de manière populiste en allant chercher ce qu'il a de plus bas chez les gens en secouant le racisme qui dort en nous souvent, effectivement cela va être problématique. S'il s'agit de prendre le peuple à témoin pour une définition de l'identité nationale, on ne va pas produire quelque chose de bien intelligent* ». (2)

En ce qui concerne les accusations de dérives racistes auxquelles pousse un tel débat, Eric Besson s'est défendu début 2010 en expliquant que les dérapages, lorsqu'ils ont eu lieu, étaient des cas isolés. Selon le Ministre: « *L'immigration et l'islam représentent moins d'un tiers des 26.000 premières contributions reçues sur le site internet ...* ». (9) Cependant, il reste troublant que les langues de certaines personnalités politiques se soient tout à coup déliées pour faire part publiquement de propos ouvertement racistes suite à

la mise en place de ce débat, ...

Enfin, les historiens Daniel Lefeuvre et Michel Renard ont exprimé leur désaccord avec la pétition réclamant la suppression du Ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale en avançant les arguments qui suivent.

Les historiens rejoignent le philosophe Michel Onfray en affirmant qu'il faut arrêter de créer un lien facile entre identité nationale et extrême droite. Être fier d'être français, avoir la volonté de définir une identité nationale ne relève pas nécessairement d'un positionnement extrémiste et raciste. (21)

Daniel Lefeuvre et Michel Renard relèvent ensuite la contradiction suivante. La plupart des signataires de la pétition controversée se revendiquent anticolonialistes. Cependant, les mouvements libérateurs des pays colonisés ont dénoncé les identités bafouées des peuples colonisés par le système aliénant et dominant des colons. C'est donc sur l'affirmation et la défense des identités nationales des pays colonisés que ces mouvements libérateurs se sont appuyés. Les historiens s'interrogent dès lors sur le fait suivant : pourquoi peut-on s'enthousiasmer lorsqu'il s'agit de défendre l'identité des autres et s'indigner lorsqu'il s'agit de parler de la sienne? Pourquoi est-il tellement inadmissible d'être fier d'être français ? (21)

Selon les deux historiens, ce débat met en lumière deux manières d'envisager la République : « ... Deux voies sont proposées. La première, dans la perpétuation des "traditions démocratiques françaises", entend maintenir la République dans ses valeurs universelles, une République une et indivisible, laïque, composée de citoyens égaux en droits et en devoirs, assurant l'égalité des hommes et des femmes, etc. quitte à lutter pour que les réalités se rapprochent chaque jour un peu plus de cet idéal. L'autre voie qu'esquisse le texte de la pétition, jusque dans le vague de sa formulation, suggère d'abandonner l'universalisme républicain au profit d'une République de la cohabitation, du voisinage entre communautés, chacune disposant de ses valeurs, de ses normes, de son droit et de ses représentants ». (21)

Un débat qui s'avère donc crucial et révélateur d'enjeux allant bien au-delà de la question de l'identité lorsque l'on voit les divers courants qui s'opposent à son sujet et les visions opposées du vivre ensemble qui en découlent. Au-delà du débat en lui-même, il est peut-être donc temps pour les français de se demander dans quelle société ils désirent vivre. Le gouvernement qu'ils ont élu répond-il à leurs attentes?

**Glissement d'un débat sur l'identité nationale vers un débat sur l'immigration en France. Comment en est-on arrivés à une telle banalisation du racisme anti-musulman?**

Lorsqu'il fut reproché au débat de laisser libre cours aux dérives racistes et plus particulièrement à celles visant l'islam, Éric Besson s'est défendu au moyen de chiffres et de statistiques.



Cependant, le blog du journaliste du *Monde.fr* Nabil Wakim démontre le contraire : 38,5% des contributions des internautes sur le site mis en place par le ministère contiennent au moins un mot clé relatif à l'Islam ou l'immigration. De plus, de nombreux commentaires ouvertement racistes figurent sur le site en question. (16)

Le Quotidien *El Watan* tire d'ailleurs la sonnette d'alarme et s'indigne de la banalisation du racisme anti-musulman et antimaghrébin ainsi que de leurs manifestations publiques en France. Le quotidien fait par exemple référence aux propos racistes tenus par des personnalités politiques évoqués précédemment. Les stigmatisations et les amalgames dont sont victimes les maghrébins et les français d'origine maghrébine en France deviennent lourds à porter. (15)

## LE DÉBAT DUR L'IDENTITÉ NATIONALE NE CONTRIBUE-T-IL PAS À ENTRETENIR CETTE BANALISATION ?

**L**e débat sur l'Identité Nationale a en effet contribué à mettre de l'huile sur le feu et à stigmatiser davantage une population se sentant déjà traitée différemment. Abdelaziz Chaambi, actif au sein du monde associatif musulman explique : « *Tout notre boulot consistait à dire aux jeunes qu'on pouvait être citoyens français et de confession musulmane. Avec ce débat, "ils" nous ont saboté le travail de vingt ans! (...) J'en veux beaucoup aux élites intellectuelles et médiatiques, qui ont si facilement adopté la théorie du choc des civilisations. Les musulmans sont encore vus comme des barbares. Une forme de racisme culturel a remplacé l'ancien racisme biologique du temps des colonies* ». (16)

Le Conseil de l'Europe a d'ailleurs épinglé la France en juin 2010 pour les pratiques de profilage racial pratiquées par de nombreux policiers ainsi que pour sa politique du chiffre en matière d'immigration illégale. L'agence spécialisée du Conseil de l'Europe a également dénoncé l'encouragement de la xénophobie et du racisme provoqués par les déclarations de personnalités politiques françaises. (17)

Comment expliquer cette banalisation et pourquoi un tel acharnement envers la communauté musulmane de France aujourd'hui ?

Pour essayer de comprendre ce phénomène, voici un point de vue historique sur la question apporté par l'historien spécialiste de l'Algérie Benjamin Stora. Il est tout d'abord important de rappeler que la présence de l'Islam en France n'est pas nouvelle. On peut d'ailleurs considérer l'Islam

comme la seconde religion du pays depuis la colonisation de l'Algérie par la France en 1830. À cette époque, les immigrés maghrébins étaient avant tout vus comme des travailleurs temporaires participant à la reconstruction de la France et dont le retour dans le pays d'origine était une évidence. L'Islam ne constituait donc pas une menace aux yeux des français à cette époque. (7)

Dans les années 60 et 70, les enfants de la première vague d'immigration naissent en France et s'y insèrent en effectuant un travail d'assimilation et en se pliant aux coutumes du modèle dominant. La religion relève de la sphère privée et se pratique à la maison. Le retour au pays n'est plus envisagé. (7)

Dans les années 80, les enfants et petits-enfants de ces immigrés désirent être considérés comme des citoyens français à part entière, jouissant des mêmes chances et des mêmes droits. Dans ce contexte revendicatif engagé depuis une vingtaine d'années, c'est aujourd'hui que se pose la question de la visibilité de l'islam: « *Parce que les jeunes de cette nouvelle génération se considèrent français de manière évidente, banale, certaine, et qu'à partir de là ils se posent la question de leurs origines. (...) Or cette recherche vient se heurter, et même se fracasser, à la fois sur l'histoire coloniale, et donc sur l'histoire conflictuelle avec la France, la ségrégation et le racisme subis par leurs grands-parents et arrière-grands-parents, et à la fois sur l'Islam. Car le rapport à l'origine passe aussi par la connaissance et la reconnaissance de pratiques culturelles, sans quoi ce seront les courants religieux intégristes qui s'empareront du vide qu'on aura laissé.* » (7)

L'éclairage du sociologue et anthropologue Didier Fassin permet d'apporter de nouveaux éléments de compréhension face au phénomène de racisme envers la communauté maghrébine de France. Selon ce dernier, le problème proviendrait des critères actuels utilisés pour déterminer qui est étranger et qui ne l'est pas. Selon Didier Fassin, il existe aujourd'hui « les nouvelles frontières de la société française » c'est-à-dire les limites déterminant qui est étranger et qui ne l'est pas. Il existe deux types de frontières : d'un côté l'immigration et les sans-papiers, de l'autre la discrimination et les jeunes de banlieue. Le problème réside dans la confusion existant entre ces deux frontières, donc entre la question immigrée et la question raciale. Ce phénomène s'est accentué lorsque vers le milieu des années 80 la France a commencé à restreindre l'immigration. À la même période, les immigrés se trouvant déjà en France se sont installés et leurs enfants ont acquis la nationalité française. Cependant, en raison de la confusion des frontières évoquées plus haut, ces nouveaux français se voient considérés comme étrangers. La définition de qui est étranger et de qui ne l'est pas ne s'appuie plus sur des critères géographiques ou juridiques mais bien sur des critères sociaux et culturels. (14)

Comment dès lors expliquer que cette définition de l'étranger se fixe sur l'islam? Selon Didier Fassin: « *Le mépris à l'égard des musulmans et l'isla-*

*mophobie puisent leurs racines dans l'histoire coloniale et dans les préjugés de l'orientalisme. La question qu'il est légitime de se poser est de savoir si ces phénomènes peuvent être assimilés à la racialisation, voire au racisme. Parfois la réponse est de toute évidence positive. C'est le cas lorsque des responsables politiques ou des intellectuels attribuent aux musulmans des caractéristiques physiques, voire biologiques, qui permettent à la fois d'essentialiser et de stigmatiser leurs différences: c'est également ainsi qu'a toujours fonctionné l'antisémitisme. Parfois, en revanche, la fixation sur l'islam, tout en jouant sur de possibles ressorts racistes, relève plutôt de l'instrumentalisation politique. C'est ce qui est en jeu en France avec le débat sur la burqa ou en Suisse avec la votation sur les minarets : on choisit des faux problèmes et on désigne des boucs émissaires qui permettent de susciter des inquiétudes au sujet des étrangers de l'intérieur pour détourner des inquiétudes fondées sur la situation économique par exemple. » (14)*

Théorie à laquelle adhère Yazid Sabeg, Commissaire à la diversité et à l'égalité des chances, en ce qui concerne le débat sur l'identité nationale: « *Et moi je pose deux questions. Est-ce que l'on peut être musulman dans ce pays? Et deuxième sujet: est-ce qu'il est normal, est-ce qu'il serait décent que l'islam soit l'otage de débats politiques et de calculs politiques dans ce pays? ».* (5)

Didier Fassin ajoute que l'existence d'un ministère tel que celui de l'immigration et de l'identité nationale ne fait qu'accentuer le problème: « *Ce ministère nous dit, au fond, des choses assez banales et classiques en jouant sur le double registre de la xénophobie et du racisme, sous couvert d'un discours sur la citoyenneté et la nation ».* (14) En effet, le ministère s'en est tout d'abord pris aux personnes en situation irrégulière avant de promouvoir l'identité d'une douce France des temps passés, de laquelle ne font pas partie les immigrés et leurs enfants. (14)

Comment espérer dès lors que les discours racistes ne soient pas légitimés si le pouvoir lui-même les encourage ?

Enfin, L'Ecri (Commission européenne contre le racisme et l'intolérance) nous apporte une autre clé de compréhension face au racisme grandissant en Europe. Dans son rapport de 2009, l'Ecri lie l'augmentation du racisme en Europe à la crise économique qui la frappe actuellement. La Commission regrette également que les débats ayant lieu dans de nombreux pays européens au sujet de l'intégration ne relèvent pas les aspects positifs de l'immigration et le peu d'efforts d'intégration dont peut faire preuve la population du pays d'accueil. De plus l'Ecri dénonce également: « *un phénomène relativement nouveau qui consiste à proposer ou à introduire des restrictions d'ordre juridique visant spécifiquement les musulmans – matière là encore à la récupération politique ».*

Les différents angles d'approche évoqués ci-dessous permettent de mieux saisir le contexte ayant permis le glissement d'un débat sur l'identité nationale vers un débat sur l'immigration. Nous pourrions même rajouter que ce débat sur l'immigration a engendré un dévouement raciste, particulièrement envers la communauté maghrébine et musulmane de France.

Était-il dès lors intelligent de lancer un débat sur un thème déjà très controversé dans le contexte actuel tendu et propice au déchaînement raciste? Et ceci, dans un pays au lourd passé colonial dont ont déjà fait les frais les parents et grands-parents des « nouveaux français »? Que se passerait-il si un tel débat était lancé dans un pays comme la Belgique dont l'histoire diffère de celle de la France? Fort heureusement, ceci n'est pas à l'ordre du jour dans notre pays, bien trop englué dans ses problèmes communautaires.

## CONCLUSION

**N**ous pouvons donc nous interroger sur la pertinence d'un tel débat en période de crise et dans un climat plutôt hostile aux étrangers. En effet, nombreux sont ceux qui ne remettent pas en cause l'existence d'une identité française, mais le débat en lui-même.

Le problème réside également dans le fait de laisser la porte ouverte aux dérives en confiant au peuple l'issue d'un tel débat. Un peuple constitué de nombreuses personnes engluées dans la crise, en colère et en recherche d'un bouc émissaire. Le bouc émissaire ne constituait-il justement pas le moyen idéal de détourner la colère du peuple et de lui faire oublier les vrais problèmes et les vrais responsables?

À chacun de se faire sa propre opinion. Mais lorsque l'on découvre, au bout de trois mois de débat ce qu'il en a découlé, il y a de quoi se poser des questions, ...

En effet, les issues du débat ont beaucoup déçu car ce dernier terminé, aucune réponse unanime sur ce qu'est être français n'a été trouvée ! Pire, ce débat n'a pas permis de rassembler les français puisque globalement, ces derniers n'ont pas vu leurs opinions de départ évoluer. (22)

Parmi les mesures qui seront adoptées suite au débat, nous retrouvons la création du « carnet du jeune citoyen » destiné aux élèves du primaire au collège, le renforcement des cours d'éducation civique, l'obligation de placer dans les salles de cours le drapeau français et la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, la création d'une « charte des droits et des devoirs » que devra signer tout nouvel acquéreur de la nationalité française, ou encore la création d'une « commission de personnalités » chargée d'approfondir le débat. (11) Tout ça pour ça ?

## BIBLIOGRAPHIE

1. Grand débat sur l'identité nationale, « Les objectifs du débat ». (en ligne) c2009 (consulté le 12/07/2010) Disponible sur: <http://www.debatidentitenationale.fr/organisation/les-objectifs-du-debat.html>
2. Nouvel Obs, « Michel Onfray: Le débat de l'identité nationale n'est pas réservé à la droite ». (en ligne) c2009 (consulté le 13/07/2010) Disponible sur: <http://tempsreel.nouvelobs.com/actualite/opinion/20091028.OBS6110/michel-onfray-le-debat-de-l-identite-nationale-n-est-pas-reserve-a-la-droite.html>
3. Rue 89, « De nombreux internautes, qui critiquaient le gouvernement sur le site lancé par Eric Besson, ont vu leur contribution censurée ». (en ligne) c2009 (consulté le 12/07/2010) Disponible sur: <http://www.rue89.com/2009/11/03/debat-sur-lidentite-nationale-des-textes-dinternautes-censures-124503>
4. Le Monde, « Le débat sur l'identité nationale au miroir de la presse étrangère ». (en ligne) c2009 (consulté le 12/07/2010) Disponible sur: [http://www.lemonde.fr/societe/article/2009/11/03/le-debat-sur-l-identite-nationale-au-miroir-de-la-presse-etrangere\\_1261969\\_3224.html](http://www.lemonde.fr/societe/article/2009/11/03/le-debat-sur-l-identite-nationale-au-miroir-de-la-presse-etrangere_1261969_3224.html)
5. L'Express, « Le débat sur l'identité nationale ne plaît pas à Yazid Sabeg ». (en ligne) c2009 (consulté le 12/07/2010) Disponible sur: [http://www.lexpress.fr/actualite/politique/le-debat-sur-l-identite-nationale-ne-plait-pas-a-yazid-sabeg\\_835614.html](http://www.lexpress.fr/actualite/politique/le-debat-sur-l-identite-nationale-ne-plait-pas-a-yazid-sabeg_835614.html)
6. L'Express, « Le site de l'identité nationale aux rayons x ». (en ligne) c2009 (consulté le 12/07/2010) Disponible sur: [http://www.lexpress.fr/actualite/politique/le-site-de-l-identite-nationale-aux-rayons-x\\_835979.html](http://www.lexpress.fr/actualite/politique/le-site-de-l-identite-nationale-aux-rayons-x_835979.html)
7. Ligue des Droits de l'Homme Toulon, « Benjamin Stora: « l'islam c'est aussi la France « ». (en ligne) c2009 (consulté le 13/07/2010) Disponible sur: <http://www.ldh-toulon.net/spip.php?article3656>
8. L'Express, « Le gouvernement droit dans ses bottes pour l'identité nationale ». (en ligne) c2009 (consulté le 12/07/2010) Disponible sur: [http://www.lexpress.fr/actualite/politique/le-gouvernement-droit-dans-ses-bottes-pour-l-identite-nationale\\_835979.html](http://www.lexpress.fr/actualite/politique/le-gouvernement-droit-dans-ses-bottes-pour-l-identite-nationale_835979.html)

[www.lexpress.fr/actualite/politique/le-gouvernement-droit-dans-ses-bottes-sur-l-identite-nationale\\_837553.html](http://www.lexpress.fr/actualite/politique/le-gouvernement-droit-dans-ses-bottes-sur-l-identite-nationale_837553.html)

- 9 L'Express, « Eric Besson satisfait du débat sur l'identité nationale ». (en ligne) c2010 (consulté le 12/07/2010) Disponible sur: [http://www.lexpress.fr/actualite/politique/eric-besson-satisfait-du-debat-sur-l-identite-nationale\\_839891.html](http://www.lexpress.fr/actualite/politique/eric-besson-satisfait-du-debat-sur-l-identite-nationale_839891.html)
10. L'Express, « Besson avoue avoir «préssumé de ses forces» sur l'identité nationale ». (en ligne) c2010 (consulté le 12/07/2010) Disponible sur: [http://www.lexpress.fr/actualite/politique/besson-avoue-avoir-presume-de-ses-forces-sur-l-identite-nationale\\_845765.html](http://www.lexpress.fr/actualite/politique/besson-avoue-avoir-presume-de-ses-forces-sur-l-identite-nationale_845765.html)
11. L'Express, « Fillon enterre l'identité nationale avec des mesurettes ». (en ligne) c2010 (consulté le 12/07/2010) Disponible sur: [http://www.lexpress.fr/actualite/politique/fillon-enterre-l-identite-nationale-avec-des-mesurettes\\_847446.html](http://www.lexpress.fr/actualite/politique/fillon-enterre-l-identite-nationale-avec-des-mesurettes_847446.html)
12. L'Express, « Les mesures pour l'identité nationale: «un cirque stéréotypé» ». (en ligne) c2010 (consulté le 12/07/2010) Disponible sur: [http://www.lexpress.fr/actualite/politique/les-mesures-pour-l-identite-nationale-un-cirque-stereotype\\_847714.html](http://www.lexpress.fr/actualite/politique/les-mesures-pour-l-identite-nationale-un-cirque-stereotype_847714.html)
13. Télérama, « Nous sommes tous de mauvais français ». (en ligne) c2010 (consulté le 13/07/2010) Disponible sur: <http://www.telerama.fr/idees/nous-sommes-tous-de-mauvais-francais,52033.php>
14. Télérama, « Didier Fassin «En se niant comme pays d'immigration, la France met en péril sa cohésion et son unité» ». (en ligne) c2010 (consulté le 13/07/2010) Disponible sur: <http://www.telerama.fr/idees/didier-fassin-en-se-niant-comme-pays-d-immigration-la-france-met-en-peril-sa-cohesion-et-son-unite,52034.php>
15. Ligue des Droits de l'Homme Toulon, « le débat sur l'identité nationale» a ouvert les vannes » (en ligne) c2010 (consulté le 13/07/2010) Disponible sur: <http://www.ldh-toulon.net/spip.php?article3801>
16. Libération, « En Savoie, Nicolas Sarkozy « fait pas le malin « » (en ligne) c2010 (consulté le 13/07/2010) Disponible sur: <http://www.liberation.fr/politiques/0101631634-en-savoie-sarkozy-fait-pas-le-malin>

17. L'Express, « Le profilage racial de la France épinglé » (en ligne) c2010 (consulté le 13/07/2010) Disponible sur: [http://www.lexpress.fr/actualite/societe/le-profilage-racial-de-la-france-epingle\\_899502.html](http://www.lexpress.fr/actualite/societe/le-profilage-racial-de-la-france-epingle_899502.html)
18. L'Express, « La crise a accentué les phénomènes racistes en Europe » (en ligne) c2010 (consulté le 13/07/2010) Disponible sur: [http://www.lexpress.fr/actualite/monde/europe/la-crise-a-accentue-les-phenomenes-racistes-en-europe\\_904912.html](http://www.lexpress.fr/actualite/monde/europe/la-crise-a-accentue-les-phenomenes-racistes-en-europe_904912.html)
19. Le Monde, « Débat sur l'identité nationale : «Bon débarras !» » (en ligne) c2010 (consulté le 12/07/2010) Disponible sur: [http://www.lemonde.fr/politique/article/2010/02/08/debat-sur-l-identite-nationale-bon-debarras\\_1302919\\_823448.html](http://www.lemonde.fr/politique/article/2010/02/08/debat-sur-l-identite-nationale-bon-debarras_1302919_823448.html)
20. L'appel pour la suppression du ministère de l'Identité nationale et de l'Immigration, « Nous exigeons la suppression du ministère de l'Identité nationale et de l'Immigration » (en ligne) c2007 (consulté le 13/07/2010) Disponible sur: <http://www.pourlasuppressionduministeredelidentitenationale.org/l-appel.html>
21. Observatoire du communautarisme, « L'identité nationale et la République » (en ligne) c2007 (consulté le 13/07/2010) Disponible sur: [http://www.communautarisme.net/L-identite-nationale-et-la-Republique\\_a952.html](http://www.communautarisme.net/L-identite-nationale-et-la-Republique_a952.html)
22. Fluctuat, « Identité nationale: le bilan du débat sur Fluctuat » (en ligne) c2010 (consulté le 13/07/2010) Disponible sur: <http://www.fluctuat.net/7054-Identite-nationale-le-bilan-du-debat-sur-Fluctuat>
23. L'Express, « Quand l'UMP flirte avec le racisme » (en ligne) c2010 (consulté le 12/07/2010) Disponible sur: [http://www.lexpress.fr/actualite/politique/quand-l-ump-flirte-avec-le-racisme\\_836799.html](http://www.lexpress.fr/actualite/politique/quand-l-ump-flirte-avec-le-racisme_836799.html)

